



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Industrie et rurbanisation : aspects sociologiques

Guy Barbichon

Citer ce document / Cite this document :

Barbichon Guy. Industrie et rurbanisation : aspects sociologiques. In: Économie rurale. N°117, 1977. Aménager l'espace ? pp. 28-34;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1977.2468>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1977_num_117_1_2468

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Résumé

Les motivations souvent opposées des acteurs concernés par la pénétration de l'industrie en milieu rural doivent être distinguées. La diversité des conditions d'acceptation de l'industrie est mieux comprise par référence à la notion de culture industrielle locale, illustrée ici par la présentation de cinq cas concrets. Des processus de discordances successives entre comportements de mobilité des travailleurs et projets des entrepreneurs et aménageurs sont décrits. Les limites du modèle de l'usine dans les champs sont exposées, à travers une analyse des rapports que les acteurs ruraux, indigènes ou d'origine citadine, entretiennent avec la ville, qui concourent à la rurbanisation. L'effet de l'épuisement des réserves de main-d'œuvre agricole est signalé : dans le renforcement de la rurbanisation concentrée et dans les antagonismes entre intérêts agricoles et développement industriel rural.

Abstract

Industry and Rurbanization — Sociological Aspects - One must distinguish between the often conflicting motivations of those concerned by industry's invasion of rural areas. The very varied reactions to industry are better understood if one considers the notion of local industrial culture, illustrated here by the presentation of five actual cases. The successive discrepancies in the behaviour and mobility of workers and the plans of the entrepreneurs and the planners are described. The limits of the factory-in-the-fields model are made clear in an analysis of the relationship between the rural protagonists — natives or of town origin — and the town which leads to rurbawzation. The effect of the exhaustion of the supply of farm labour is pointed out, both in the increase in concentrated rurbanization and in the antagonisms between agricultural interests and rural industrial development.

INDUSTRIE ET RURBANISATION

Guy BARBICHON

CNRS, Centre d'Ethnologie Française

Les motivations souvent opposées des acteurs concernés par la pénétration de l'industrie en milieu rural doivent être distinguées. La diversité des conditions d'acceptation de l'industrie est mieux comprise par référence à la notion de culture industrielle locale, illustrée ici par la présentation de cinq cas concrets. Des processus de discordances successives entre comportements de mobilité des travailleurs et projets des entrepreneurs et aménageurs sont décrits. Les limites du modèle de l'usine dans les champs sont exposées, à travers une analyse des rapports que les acteurs ruraux, indigènes ou d'origine citadine, entretiennent avec la ville, qui concourent à la rurbanisation. L'effet de l'épuisement des réserves de main-d'œuvre agricole est signalé : dans le renforcement de la rurbanisation concentrée et dans les antagonismes entre intérêts agricoles et développement industriel rural.

Industry and Rurbanization — Sociological Aspects

One must distinguish between the often conflicting motivations of those concerned by industry's invasion of rural areas. The very varied reactions to industry are better understood if one considers the notion of local industrial culture, illustrated here by the presentation of five actual cases. The successive discrepancies in the behaviour and mobility of workers and the plans of the entrepreneurs and the planners are described. The limits of the factory-in-the-fields model are made clear in an analysis of the relationship between the rural protagonists — natives or of town origin — and the town which leads to rurbanization. The effect of the exhaustion of the supply of farm labour is pointed out, both in the increase in concentrated rurbanization and in the antagonisms between agricultural interests and rural industrial development.

A la lumière d'observations faites au cours d'études sur les transferts d'activité et de résidence des agriculteurs abandonnant l'agriculture, et sur l'insertion urbaine ou péri-urbaine des migrants d'origine rurale ou citadine, voici quelques réflexions sur les conditions et effets sociologiques de la création d'emplois non agricoles touchant le milieu rural. La référence privilégiée à l'emploi est motivée par le souci de dissiper l'assimilation de l'industrialisation rurale à l'implantation d'établissements industriels dans des aires rurales à dominante d'activité agricole, assimilation concrétisée par l'image de l'usine au village. A cette notion qui n'est pas et n'a pas toujours été irréaliste, une réflexion

actuelle sur l'espace social demande de substituer une conception plus analytique et multiforme des rapports ville-industrie-campagne. Dans cette perspective, quelles sont les différences et oppositions entre les motivations et les finalités d'action des divers agents sociaux concernés par l'industrialisation rurale ? Quelles sont les discordances de phase entre les évolutions de comportement des demandeurs d'emploi ou de résidence, et les plans des entrepreneurs offreurs d'emploi ou des pouvoirs planificateurs de l'espace ? Enfin, quelles formations spatiales nouvelles sont induites par les tensions et problèmes qu'engendre l'expansion industrielle et urbaine ?

VISIONS, PREVISIONS ET INTERACTION DES AGENTS EN PRESENCE

L'industrialisation rurale intéresse concurremment plusieurs ensembles des choses sociales : l'espace résidentiel rural, l'espace de production agricole, l'espace de production et d'emploi industriels. A côté des catégories d'acteurs directement confrontés que sont l'exploitant agricole, l'ouvrier agricole et l'entrepreneur industriel d'origine urbaine, l'industrialisation en milieu rural concerne des agents moins apparents, tels les ouvriers ruraux d'origine citadine et les artisans ruraux.

Les entrepreneurs industriels sont, vis-à-vis de l'espace rural, demandeurs d'espace de production pour leurs établissements, demandeurs de force de travail et éventuellement demandeurs d'espaces résidentiels pour leurs employés. Les exploitants agricoles sont demandeurs d'espaces de production, concurrents des industriels sur ce point ; dans les conditions d'un sous-emploi agricole, ils sont directement ou indirectement demandeurs d'emplois industriels pour eux-mêmes à

titre de double activité, et pour les membres de leur famille et autres résidents de leur voisinage qu'ils désirent voir demeurer sur place. La demande de création d'emplois amenant l'installation d'allogènes est très mesurée ; elle est surtout le fait des commerçants et des artisans intéressés par un accroissement de clientèle, et des responsables des affaires publiques locales soucieux d'assurer dans leur territoire un peuplement suffisant pour préserver ou recevoir les institutions ou les équipements propres à une collectivité consistante. L'histoire et l'actualité montrent que les gros agriculteurs ne trouvent pas un intérêt évident dans la création d'emplois non agricoles en général, et surtout d'emplois non agricoles locaux concurrentiels sur le plan des salaires. Les résidents ruraux demandeurs d'emplois industriels ne sont pas, il faut le souligner, des demandeurs d'emplois ruraux en tant que tels : ils sont d'abord intéressés par l'emploi industriel non éloigné de leur lieu de résidence et cet emploi peut être urbain dans la mesure où il est relativement accessible ; un mouvement dominant, on le sait, accentué à l'extrême cette orientation puisque les travailleurs ruraux non agricoles ont tendance à émigrer en ville ou à encourager leurs enfants à y émigrer : la demande des travailleurs non agricoles, complexe et évolutive, ne coïncide pas avec un plan d'implantation homogène d'établissements industriels en milieu rural.

Dans le recensement des acteurs et de leurs orientations au regard de l'industrialisation des campagnes, il est indispensable de tenir compte de la demande urbaine relative à un espace rural d'habitat, concurrente ou alliée des intérêts des autres acteurs, qui intervient nécessairement dans le jeu social local. Cette demande urbaine peut concorder avec les intérêts des industriels quand elle s'associe à une demande d'emplois ruraux, mais elle peut également entrer en conflit avec les mêmes intérêts dans la mesure où les installations industrielles dévalorisent l'environnement rural.

Plutôt que d'insister sur les relations antagonistes ou coopératives qui existent entre les partenaires dans une situation de relatif équilibre, il paraît utile, dans les limites de cet article, d'insister sur l'évolution des orientations des agents et sur les contradictions qui en découlent, au cours du processus d'industrialisation considéré tant dans sa période initiale qu'à long terme.

Je proposerai une notion sociologique, celle de **culture industrielle locale**, susceptible d'enrichir la compréhension économique des faits. Le développement de l'activité industrielle est lié aux rapports que les habitants d'une aire donnée ont, dans le passé, entretenu avec l'industrie et la ville. L'exemple des régions de tradition migratoire semble particulièrement illustratif : l'implantation de nouvelles industries dans des régions montagneuses demeurées quasi exclusivement agricoles ne pose pas de problème de recrutement et d'apprentissage technique dans la mesure où l'histoire et la tradition ont imposé des modèles du travail industriel

et de la condition salariale aussi bien sur le plan de l'économie domestique que sur celui des relations syndicales. On peut évoquer aussi les régions d'ancienne implantation rurale d'industries extractives ou d'ateliers manufacturiers où s'est développée la double activité. La notion de culture industrielle locale doit permettre d'expliquer l'accueil réservé à de nouveaux emplois et les réactions des collectivités rurales aux transformations de la situation industrielle. La référence à des régions sous-industrialisées de tradition migratoire montre combien doivent être dissociés, dans l'analyse des conditions et effets de l'industrialisation, les éléments qui tiennent à l'environnement économique matériel et les données mentales propres aux individus, produits de l'histoire d'une collectivité. Ces conditions culturelles qui sont « dans la tête » des acteurs économiques sont capables, au fil des transformations, de jouer dans un sens souvent inattendu. Les régions rurales les moins industrialisées évoquées plus haut, dans lesquelles s'est instituée une tradition de migration, peuvent ainsi paradoxalement se révéler des plus aptes à recevoir des emplois industriels surtout lorsqu'un courant de retour dans la région d'origine se dessine chez les migrants, contribuant à inverser le modèle local de projet de carrière dans un centre urbain éloigné.

L'analyse de la formation et des transformations d'une « culture industrielle locale » aide à comprendre, et anticiper, les avatars et problèmes de l'industrialisation rurale. Une étude menée depuis plusieurs années sur le devenir de cinq communes rurales françaises et sur le cheminement socio-économique des anciens agriculteurs qui en sont originaires, offre des éléments d'observation qui autorisent d'esquisser la description de formations sociales temporairement stables dans leur relation à l'industrie, et de conjecturer les types et problèmes de déséquilibre susceptibles de se poser à partir de chacune d'elle (1).

Deux des communes étudiées, placées dans un environnement non industrialisé, présentent un profil commun ; il s'agit d'une commune creusoise et d'une commune des Côtes-du-Nord. Un courant de migration vers les grands centres urbains, l'agglomération parisienne notamment, s'est institué de longue date ; l'entrée dans une industrie lointaine est un modèle subi mais accepté en Bretagne, accepté et assumé en Creuse. Aujourd'hui se manifestent un courant et surtout des projets de retour, chez les migrants, et une vive demande d'emplois industriels locaux, chez les résidents. La culture locale inculquait un modèle de la préservation des liens avec la communauté d'origine, dans un système de mobilité ; cette **industrialisation à distance** s'organisait autour d'une activité urbaine et offrait l'instrument de la permanence d'une certaine communauté rurale dis-

(1) Une première publication est disponible : G. BARBICHON et G. DELBOS, Cheminement des anciens agriculteurs et environnement communal. Paris, Centre d'Ethnologie Française 1973, 262 pages.

persée mais non dissoute ; les conditions psycho-sociales d'une industrialisation locale sont préparées par ce que Merton a désigné du terme de socialisation anticipée.

Deux communes, la première en Lorraine, à la marge du bassin sidérurgique, la seconde en Anjou, dans une région de manufactures rurales de chaussures, présentent un autre type de rapport à l'industrie : celui de l'**industrialisation locale**. Dans la commune lorraine, l'emploi industriel à trente kilomètres du village est rendu possible par un réseau de ramassage ; à l'origine, selon un modèle d'industrialisation rurale courant, les ouvriers conservaient une double activité, l'emploi en usine étant délibérément utilisé pour maintenir l'exploitation agricole ; aujourd'hui l'emploi industriel, après l'abandon de l'exploitation, continue de préserver un mode de vie rural et la permanence d'une insertion dans la communauté villageoise. Les enfants sont incités à demeurer dans la commune, l'éventail professionnel admis étant beaucoup moins ouvert que dans les localités du type précédent. L'emploi facile dans un marché mono-industriel reste subordonné aux attaches résidentielles. Sous l'apparence d'une acculturation industrielle achevée, la population cache une relation très sélective à l'industrie : le corollaire urbain de l'industrie n'a pas été accepté (il n'y a pratiquement pas de migrant parmi les anciens agriculteurs) et le système de l'emploi industriel dans son ensemble n'est pas admis dans la pratique professionnelle. Je ne dissimule pas sous cette constatation un jugement normatif ; il m'importe seulement ici de montrer que l'apparent tableau d'une intégration du modèle industriel dans un environnement campagnard peut correspondre à un degré peu élevé d'acculturation au système de l'industrialisation absolue. En fait cela ajoute au paradoxe : la partie de la population villageoise la plus ouverte à l'univers urbain et industriel est celle des agriculteurs dont l'exploitation est la plus avancée sur le plan technico-économique et qui ont intégré d'une manière étroite les us et les valeurs de l'industrialisation agricole. En forçant à peine, on pourrait dire que la fraction ouvrière de la collectivité rurale n'est pas complètement sortie, culturellement, de la société traditionnelle, qu'elle garde le privilège d'un certain mode de vie, apanage de cette dernière, mais reste enclose dans la catégorie ouvrière la moins favorisée quant aux chances d'améliorer sa position socio-professionnelle. Un changement dans la situation économique environnante ne peut que rompre l'équilibre actuellement acquis. Il serait excessif d'affirmer qu'aucun élément ne préexiste dans la collectivité qui prédispose à affronter la disparition du foyer d'emploi dominant offert par la sidérurgie. Mais force est de reconnaître la singularité, les qualités et les limites du système de l'emploi mono-industriel associé à la permanence d'un mode de vie rural traditionnel, organisé autour de la permanence de la communauté de résidence, et qui exclut une acculturation complète à la société industrielle puisque celle-ci

n'est pas adoptée avec les implications de mobilité géographique qu'elle comporte.

L'organisation observée dans la commune d'Anjou présente une intégration encore plus poussée de l'emploi industriel dans la société rurale locale puisque les manufactures sont implantées sur place, gardant un caractère d'atelier dû aux formes d'artisanat rural dont elles sont issues. La dépendance traditionnelle vis-à-vis des aristocrates fonciers se retrouve dans les relations paternalistes au sein des manufactures. Les migrations sont quasiment inexistantes ; la société locale à travers ses notables et ses familles de petits fermiers et d'ouvriers agricoles entretient sa permanence dans l'espace. Elle est disposée à sacrifier le maximum si l'emploi industriel venait à disparaître pour demeurer dans l'étroite couronne de la commune. Ici encore, l'industrie est loin d'avoir acquis force de loi dans les esprits et dans les actes ; pour que le système ne soit pas déséquilibré, la mobilité inhérente à l'industrie, évolutive par compétition capitaliste ou par perfectionnisme centralisateur, devrait, dans les conditions actuelles de la culture locale, être attendue du capital et non du travail, des usines et non des ouvriers ruraux attachés à leur société villageoise.

La cinquième commune, un village picard, dans la Somme, est située pratiquement au niveau zéro de l'industrialisation. A l'origine, village de salariés employés dans de grandes exploitations agricoles, elle ne connaît ni courants de migration vers des centres éloignés, ni pratique de navette entre la résidence et des usines drainant une main-d'œuvre rurale. La disparition d'activités agricoles consécutive à la mécanisation poussée de la culture entraîne une demande pressante d'emplois, sans faveur ni répulsion particulière à l'égard de l'industrie. Les ouvriers sont disponibles pour le ramassage organisé, première étape d'une acculturation à l'industrie ; mais dans l'état de pénurie étendue d'emplois, les habitants se dispersent dans des directions géographiques et professionnelles très diverses ; le développement d'une industrie rurale risque de venir trop tard, quand les ressources humaines locales seront épuisées et lorsque la vie collective du village se sera dégradée au point de ne susciter aucun mouvement de retour.

J'ai essayé de mettre en évidence le fait que la « culture industrielle locale » était évolutive et que des acteurs extérieurs pouvaient se méprendre sur les orientations profondes des travailleurs ruraux à un moment quelconque d'une évolution. Qui plus est, le déroulement du processus culturel des ruraux et une action progressive des agents extérieurs, qui se veut corrective de ses propres erreurs, risquent d'entrer en décalage de phase et d'entretenir des discordances aux effets négatifs, éventuellement cumulés. La dernière commune rurale, examinée dans le paragraphe précédent, a offert un exemple des décalages possibles entre l'intervention des entrepreneurs et aménageurs et celle des ouvriers ruraux potentiels, susceptibles de se trouver dispersés

quand leur capacité de travail sur place sera activement considérée par les offreurs d'emplois. L'une des formes de convergence-divergence les plus frappantes se rencontre dans le cas d'implantations d'usines en zone rurale traditionnelle qui ont pour effet, après une phase de succès, de provoquer le départ vers les centres urbains des travailleurs ruraux que l'on voulait occuper sur place ; en Irlande, par exemple, les aides familiaux engagés dans de nouvelles usines rurales ont été entraînés vers la ville, voire à l'étranger, par le désir de se délivrer de la contrainte nouvelle d'une double activité et de la déconsidération locale liée à la perte d'un statut agricole pur. Toute implantation ponctuelle d'emplois industriels dans une zone rurale qui n'a pas de liens préexistants avec l'industrie implique la forte probabilité qu'une génération d'anciens agriculteurs ou d'agriculteurs en double activité s'incorpore dans les entreprises locales mais que la génération de leurs enfants se dirige vers d'autres lieux et d'autres activités. Cette probabilité peut, bien entendu, être un risque imprévu ou, au contraire, un élément contrôlé dans une stratégie de développement.

L'industrialisation rurale est un facteur d'urbanisation des modes de vie ruraux et de migration vers la ville : il s'agit là d'un fait essentiel et l'on examinera plus loin les problèmes pratiques qu'il engendre. Mais consécutivement, la concentration urbaine est facteur d'un contre-courant migratoire vers la campagne urbanisée, ce qui introduit d'autres éléments problématiques.

Dans ces conditions, le développement d'un centre industriel urbain et de sa zone rurale d'attraction entraîne des processus de convergence-divergence qui déjouent les plans d'aménagement statique. La croissance de l'agglomération industrielle de Dunkerque (2) est un exemple de ce genre d'enchaînement. Une expansion brutale du centre sidérurgique et pétro-chimique a provoqué une pénurie de logements et la mise en œuvre de plans de construction rapide de grands ensembles urbains d'habitat concentré. Pendant la période de pénurie et de construction, les ouvriers ruraux de l'aire d'attraction se sont accoutumés à leur situation de travailleurs alternants, contraints par l'insuffisance de logements urbains et encouragés par un système de ramassage d'une grande ampleur. Simultanément, les nouveaux venus dans l'agglomération ont fait l'expérience d'un habitat comprimé dans les mailles d'un vaste con-

glomérat industriel et ont formé des projets d'installation dans les aires périphériques d'habitat individuel et dans les communes rurales éloignées. Les disponibilités de logements concentrés sont maintenant excédentaires, le ralentissement de l'activité industrielle ne faisant qu'accentuer le déséquilibre. Un processus d'industrialisation à distance se développe dans les communes rurales. On a beau jeu de se gausser d'un aménagement toujours en retard d'une phase et de construire l'hypothèse d'une troisième période où les nouveaux ruraux viendraient en vain chercher dans le centre d'une agglomération remodelée un habitat moins comprimé et moins éloigné des lieux de travail ; mais il faut se souvenir que les aménageurs ont été appelés à dessiner leurs esquisses, indicatives, dans les vides d'un espace entièrement prédéterminé par les emprises industrielles acceptées ou décidées antérieurement à l'élaboration d'un plan d'ensemble.

Lorsque les choses se passent d'une manière plus fluide et plus contrôlée — c'est le cas de l'aire de Lorient que nous avons étudiée par comparaison avec Dunkerque en raison de sa croissance moins éruptive —, le renversement de tendance est susceptible de contrarier la maîtrise du mouvement d'expansion ; à Lorient, un programme de constructions locatives a répondu au double mouvement d'immigration des ménages jeunes de la zone rurale vers l'agglomération urbaine, suivi d'un retour en zone rurale à la périphérie de la cité ; mais déjà se dessine la tendance nouvelle chez les jeunes ruraux de faire l'économie d'un séjour en ville en s'installant dans leur commune d'origine dès l'entrée dans la vie active. De telles variations montrent combien diverses peuvent être les formes et les volontés du développement rural lié à l'industrialisation d'un grand centre. Il faut reconnaître, toutefois, que l'ajustement aux transformations, du fait même de la division des risques, est plus facile au plan des communes rurales où les contraintes foncières sont moins fortes et l'échelle des équipements plus réduite. La difficulté demeure, pour les responsables de l'aménagement rural global, de prévoir, voire de provoquer un retour alors même qu'on peut croire les ruraux à jamais éloignés de leur origine.

Quel qu'il soit, l'agent impliqué dans l'organisation territoriale de l'espace rural doit prévoir, maîtriser, canaliser des flux vers la ville, et des contre-courants vers la campagne qui rendent fragiles les hypothèses fixistes de peuplement.

L'INDUSTRIALISATION RURALE ET LA VILLE

Les quelques observations et réflexions précédentes suffisent à rappeler l'évidence, aujourd'hui acquise, que l'industrialisation des campagnes passe par la ville. Il

(2) Cf. parmi de nombreuses études : R. BERCOFF-FERRY et H. COING. La planification urbaine à Dunkerque. Paris, DGRST, BETURE, 1973, 120 p. ; M. CASTELLS et F. GODARD. Monopolville. Paris, Mouton, 496 p. ; G. BARBICHON, G. DELBOS, P. PRADO. L'entrée dans la ville. Paris, Centre d'Ethnologie Française, 1974, 258 p.

existe des villes sans industrie mais pas, pratiquement, de pays industriel sans ville : lieu concentré d'échanges, de transformation, d'invention technique, d'accumulation, la ville est indissociable de l'industrie qu'elle engendre ou qui l'engendre. Les individus des différentes catégories sociales concernées par l'industrialisation rurale ont un rapport au monde urbain. Les relations

techniques et économiques qui lient l'entrepreneur industriel à la ville sont manifestes ; aisément perçues également sont les attaches et répulsions urbaines d'ordre personnel des dirigeants et cadres d'entreprises, qui interviennent dans les décisions relatives à une décentralisation d'établissement en province et en milieu rural (leur influence est confirmée par les nombreuses études sur la décentralisation). Dans le débat sur l'installation rurale de l'entreprise, deux demandes bien distinctes sont en jeu, souvent contradictoires : une demande écologique qui porte sur le mode de résidence et qui concerne l'existence privée des employés et de leur famille, et une demande économique qui a trait aux données techniques et aux intérêts de la firme. Je ne m'étendrai pas sur cet aspect et noterai simplement, à propos des motivations écologiques, le fréquent antagonisme qui existe entre les motivations de l'homme actif et de la femme dans le ménage citadin confronté à une hypothèse d'abandon de la ville, cette opposition formant la réplique de la préférence que les femmes rurales manifestent pour la vie urbaine et dont l'influence est grande dans les migrations d'origine rurale.

Chez les ruraux indigènes, l'attachement à la campagne recouvre une relation positive avec la ville. On aime la vie rurale quand on peut bénéficier d'un minimum de services et d'agrément urbains. Les transports automobiles ont transformé les conditions d'échanges avec les centres urbains ; croissance, conservation et réanimation des aires rurales ne sont possibles que dans les limites de la « rurbanisation ». J'ai plus haut rappelé la propension féminine à résider en ville ; cette tendance ne peut être contrariée que par un haut niveau d'urbanisation des campagnes. Le mouvement de contre-urbanisation — qu'il concerne des citadins de souche ou des ruraux émigrés mus par un projet de retour — ne doit donc pas être interprété, au plan des motivations, comme une reconversion radicale à la vie rurale ancienne même si, de manière fragmentaire, nombre de pratiques traditionnelles sont ressuscitées dans un courant culturel général. L'urbanisation des campagnes demeure une forme plus ou moins évoluée du développement des banlieues et il serait imprudent de se masquer cette donnée.

L'orientation urbaine des habitants des campagnes impose à toute entreprise d'industrialisation rurale de se fonder sur un réseau d'unités rurales fortement organisé autour de pôles urbains. Compte tenu de l'accélération de la rurbanisation, il n'est pas toujours facile de calculer un réseau équilibré et de commander sa réalisation. Les aires d'influence des villes d'égale importance en s'étendant se recoupent ; nombreux sont les exemples d'une concurrence entre plusieurs villes dont les aires rurales subissent les effets : entre deux grands pôles régionaux (Metz-Nancy, Lyon-Grenoble...), entre une grande ville et une ville moyenne (Reims-Epernay, Dunkerque-Calais...). Dans la chronique de l'aménagement du territoire, les illustrations de la concurrence interurbaine sont plus frappantes que les modèles de

complémentarité, à l'exception du modèle impérial du grand centre et de ses satellites. L'imagination des architectes de la géographie humaine ne peut néanmoins se soustraire à l'obligation d'explorer des types de relations moins simples que ceux de la dualité ou de la dépendance, pas plus que celle des sociologues de la famille ou des relations politiques ne se cantonne dans l'analyse de la diade ou du bipartisme.

La formation croissante de réseaux interurbains dans lesquels se trouvent enserrées ou insérées les aires rurales, peut être pour ces dernières un facteur d'équilibre sous le rapport de l'industrialisation. L'attraction exclusive d'un centre mono-industriel sur un espace rural est un des facteurs les plus courants de décalages de phase évoqués plus haut, en raison du caractère généralement peu diversifié des emplois au regard de la qualification et du sexe.

L'emploi mono-industriel, surtout lorsqu'il s'agit d'industries peu intégrées, dont la gamme d'activités est nécessairement étroite, risque toujours d'entraîner une nouvelle forme de prolétarisation rurale qui, du simple point de vue de la stabilité ou du développement local, n'est pas un facteur positif. Du point de vue de l'homogénéisation sociale, les isolats industriels appuyés sur un hinterland rural entretiennent deux effets liés de déséquilibre : retard progressif de l'industrie qui profite d'une rente de situation sur le marché de l'emploi et n'obéit plus à l'aiguillon de la compétition technologique, évolution d'une perception collective des disparités sociales qui aboutit à des conflits locaux dont la solution, compte tenu du caractère hétérogène de la situation, remet en cause le fonctionnement même de la firme. Si la situation d'isolement économique et social n'est pas désorganisée par des crises de protestation active ou l'introduction d'emplois concurrents, à terme ne peut que se développer, avec une émigration amplifiée, un processus de stagnation ou de dégradation de la société locale.

La pluralité urbaine est un gage de la diversité de l'emploi ; les chances de dispersion et de mobilité professionnelles locales offertes à une zone rurale par les villes qui l'irradient sont une garantie de stabilité du peuplement.

Le champ de mobilité n'intéresse pas seulement le travailleur individuellement considéré. En effet les déséquilibres de l'emploi en milieu rural intéressent pour une part essentielle l'unité familiale dans la mesure où les épouses, potentielles, et les enfants sont demandeurs d'emplois. Leur demande, variée, rarement satisfaite par la mono-industrie, appelle la création d'activités à faible distance dans les mailles du réseau rural-urbain. Cette donnée renforce l'action des facteurs déjà évoqués, dont l'existence plaide en faveur de l'établissement de rapports étroits avec la ville.

Si l'on pose qu'il n'est plus guère de salut hors du réseau interurbain, cadre de rurbanisation, si l'on considère en même temps que les agriculteurs sont, de plus

en plus, conduits à s'opposer à des implantations industrielles destructrices de leur territoire agraire et que les résidents non agricoles s'efforcent de préserver leur environnement, on doit admettre que se formera, à l'extérieur des espaces en réseau de la rurbanisation, un espace rural agro-résidentiel dévolu aux pures fonctions de la production agricole, de la résidence d'agriculteurs isolés et de la résidence campagnarde de pur agrément. L'industrialisation rurale obéirait ainsi à plusieurs tendances : séparation des territoires agricoles et des territoires d'implantations industrielles, séparation des espaces ruraux résidentiels liés à l'industrie et des établissements industriels concentrés dans des agglomérations industrielles non résidentielles, séparation des zones agricoles pures et des espaces ruraux résidentiels liés à l'industrialisation, dépendance de ces zones résidentielles de l'industrialisation rurale vis-à-vis des centres urbains.

La réflexion sur les rapports de la campagne et de l'industrie s'est jusqu'ici principalement appliquée, en France, à des états comportant des surplus d'agriculteurs et des ressources d'espace agricole relativement abondantes si on les compare à celles des pays voisins. La disparition de ces conditions est amorcée. L'expansion industrielle dont les transformations agricoles sont concomitantes, a absorbé les grands surplus de main-d'œuvre agricole salariée. Ce transfert d'activité s'est opéré sans heurt dans la mesure où l'abandon de certaines conditions de travail et de vie sociale rurale était compensé par des avantages matériels évidents ; le recrutement dans les grandes unités industrielles de la sidérurgie et de la construction automobile notamment a pu s'effectuer sans crise extrême pour les deux parties, entrepreneurs et travailleurs. L'arrivée de petits agriculteurs et d'aides familiaux dans l'industrie, dans la mesure surtout où elle était amortie par l'état intermédiaire, transitoire ou permanent, de la double activité, n'a pas, en général, suscité de difficultés trop gran-

des. Aujourd'hui les mutations d'activité concernent de plus en plus des agriculteurs engagés dans des exploitations techniquement évoluées et de taille non négligeable ; ces anciens agriculteurs ne sont pas enclins à occuper des postes d'exécution en usine ; ils cherchent une occupation dans des branches — de services notamment — où ils trouvent la possibilité de mettre à profit leur capacité d'initiative. Ces données psychosociologiques jouent dans le même sens que le phénomène purement démographique et économique de la réduction de la population agricole et du tarissement de ses réserves de main-d'œuvre.

En dehors des régions de plus en plus rétrécies de petite agriculture, la concentration des exploitations a atteint un degré où elle ne produit plus d'effectifs significatifs d'ouvriers potentiels pour l'industrie. Les aires de recrutement et de ramassage s'étendent : le développement du bassin de la Basse-Seine autour de l'industrie de la pétrochimie et de l'automobile est fort représentatif de cette évolution. Sur le territoire français, la création de grandes unités de production requérant une dizaine de milliers de personnes — ce qui est le cas de l'industrie automobile — impose aux entreprises et aux aménageurs de chercher des solutions à la limite du possible. Les grandes unités de production nouvelles sont appelées à s'établir dans des bassins industrialisés dont les activités primitives (mines, sidérurgie...) sont économiquement condamnées ou/et dans des aires désertes (littorales par exemple) où sont de toutes pièces construites des villes nouvelles. Les deux voies aboutissent donc à des formes essentiellement urbaines, la seconde comportant les difficultés que l'on sait en ce qui concerne tant la dépossession des exploitants agricoles que la formation d'un ensemble social citadin. L'industrie a drainé les réserves humaines de l'agriculture ; l'industrialisation rurale ne peut se poursuivre comme naguère.

VUE D'ENSEMBLE ET CONCLUSION

L'usine à la campagne n'est pas un mythe ; maints exemples du passé et du présent le confirment. Mais il serait irréaliste d'appliquer en la généralisant cette image à l'espace rural de l'avenir. L'industrie aux champs est le rêve de ruraux sous-employés, attachés à la vie campagnarde, ou d'urbains éprouvés par le mal des villes ; révolutionnaires utopistes ou positivistes lui ont donné des lettres de noblesse ; les techniciens de la prospective ne la renient point tous. Il faut aujourd'hui tenter une analyse et des projections qui tiennent compte de l'amenuisement de la population agricole, du développement acquis des villes, des intérêts, motivations et interactions évolutives des acteurs impliqués dans le devenir de l'espace rural. L'espace rural intéresse les urbains, entrepreneurs demandeurs d'espace ou de travailleurs paisibles ; les urbains demandeurs

d'un espace jardinier de résidence ; les ruraux non agricoles, indigènes, dont les effectifs se raréfient. En revanche, ces ruraux indigènes, comme les nouveaux ruraux venus de la ville (qu'ils soient d'origine campagnarde ou de souche citadine) portés par le courant de contre-exode rural, sont psychologiquement et matériellement liés de manière étroite à la ville. Les ruraux sont donc attachés à l'espace urbain et les urbains à l'espace rural : dans ces conditions, l'industrialisation qu'ils attendent n'obéit guère à l'image simplifiée de la manufacture aux champs. L'espace rural attendu des ruraux autochtones et des ruraux nouveau-venus rejette l'industrie dans une agglomération industrielle au sens strict du terme (on ne fuit pas les fumées des villes pour trouver à la campagne celles des usines) ; mais cet espace est intimement intégré dans un réseau urbain

et ceux qui le créent n'ont, si l'on ose dire, que faire de l'agriculture. Réciproquement les agriculteurs, de moins en moins nombreux, n'auront bientôt rien à faire d'un espace résidentiel et encore moins d'un espace industriel qui absorbent leurs terres (n'ayant plus la préoccupation d'une mutation d'activité, ils n'auront plus à se ménager une position de travailleur alternant) ; les agriculteurs sont concernés, ils ne sont plus intéressés, par l'industrie rurale.

Ces données concourent à une division nouvelle et plus tranchée de l'espace rural (qu'on pourrait désigner ici du terme d'espace d'occupation non concentrée pour user d'une appellation dépouillée de connotations liées aux représentations traditionnelles). On peut s'attendre à voir se développer et se distinguer hors de la ville trois territoires : un espace résidentiel de rurbanisation, lié à la ville et aux emplois qu'elle procure, habitat de travailleurs alternants, espace jardinier comprimant le domaine foncier agricole ; un espace agro-résidentiel pur où la collectivité agricole ou de résidence d'agrément

ne peut qu'être collectivement hostile aux entreprises industrielles ; des agglomérations industrielles réservées à la seule production, conquises sur des espaces ruraux, liées à un réseau d'agglomérations rurales, et urbaines. Pression urbaine sur les villages et pression rurale sur la ville conjuguent leurs effets dans le sens d'une rurbanisation très concentrée, regroupement du peuplement dans une orbite rapprochée des villes. Les réserves d'agriculteurs susceptibles de devenir des travailleurs industriels alternants, s'épuisent ; elles ne suffisent pas ou ne suffiront bientôt plus à contrecarrer un mouvement de concentration rurale péri-urbaine ; des actions de maintien sur place de la population villageoise ne suffisent plus quand s'amorce la concentration rurale ; la voie substitutive réside dans un report provoqué de l'expansion péri-urbaine étroite sur l'expansion de réseaux de communes rurales résidentielles, en d'autres termes sur un renforcement de la contre-urbanisation. En simplifiant, l'industrialisation rurale, dans cette perspective, rapproche l'usine de la ville et installe les citadins à la campagne.